



Déclaration liminaire pour le CSA du 26 février 2025 CGT Pénitentiaire PACA-Corse

Marseille le 26 Février 2025

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,**

Nous voici une nouvelle fois réunis dans cette instance pour évoquer des problématiques qui, loin de se résoudre, s'aggravent jour après jour. Derrière chaque dossier, il y a des femmes et des hommes, des agents qui, malgré des conditions de travail de plus en plus dégradées, continuent d'assurer leurs missions avec sérieux et engagement. Or, face à cet investissement quotidien, la reconnaissance se fait attendre, et pire encore, certaines décisions viennent fragiliser encore davantage un équilibre déjà précaire. Il est grand temps d'arrêter de fermer les yeux et d'apporter des réponses concrètes aux attentes légitimes des personnels.

La surveillance des agents à Draguignan en est l'illustration parfaite. Comment justifier les fouilles des sessions informatiques et l'accès aux données personnelles sans avoir défini clairement le cadre légal ? Ces pratiques sont intrusives, arbitraires et posent une question quant au respect des droits véritables fondamentaux des agents. Faut-il rappeler que nous ne sommes ni des suspects, ni des criminels ? Nous exigeons des explications précises sur la légitimité de ces contrôles ainsi qu'une validation claire de leur conformité par la CNIL. L'opacité et l'arbitraire ne peuvent être tolérés lorsqu'il s'agit de la vie privée des personnels.

Parallèlement à ces dérives, les conditions de travail ne cessent de se détériorer sous l'effet du manque criant d'effectifs. À Borgo, l'ouverture d'un pôle ELSP sans le moindre renfort est une aberration qui met une pression supplémentaire sur des équipes déjà à bout de souffle. La surcharge de travail devient une norme, l'épuisement une fatalité, et les alertes des agents semblent tomber dans le vide. Cette logique est intenable. Combien de temps encore faudra-t-il attendre avant qu'une réelle prise de conscience ait lieu ? Les personnels ne peuvent plus être les variables d'ajustement d'une administration qui refuse de leur donner les moyens d'exercer correctement leurs missions. Nous exigeons que des solutions immédiates soient mises en place pour alléger la charge de travail et garantir la sécurité et la santé des agents.

L'absence totale de concertation dans la prise de décisions est un autre point qui ne peut plus être ignoré. La mise en place des escortes à sécurité renforcée, prévue pour avril, est un projet d'envergure qui aurait dû faire l'objet d'une discussion approfondie avec les organisations syndicales. Or, ce n'est pas le cas. Comment peut-on envisager de telles modifications sans consulter celles et celles qui seront en première ligne ? La création d'une équipe régionale de fouille souffre du même manque de clarté. À quoi doit-on s'attendre ? Quels effectifs ? Quel calendrier de mise en place ? Trop de zones d'ombre subsistantes et nous exigeons des réponses précises.

Dans ce climat déjà pesant, la multiplication des dispositifs de surveillance des agents vient accentuer encore un peu plus le sentiment d'être sous pression permanente. À Borgo, certaines caméras offrent une vue directe sur les postes de travail des surveillants, ce qui constitue une observation évidente au respect de la vie privée au travail. Où est l'équilibre entre la nécessité de sécurité et le respect des libertés individuelles ? Nous exigeons qu'une mise en conformité soit faite avec les recommandations de la CNIL et que des ajustements soient retenus afin de garantir un cadre de travail digne et respectueux.

L'administration ne peut pas continuer à gérer ses ressources humaines avec autant de légèreté et d'incohérences. Au SPIP d'Aix, des agents se voient imposer de nouvelles missions sans qu'aucune fiche de poste claire ne vienne définir leurs tâches. À la SAS d'Avignon, la situation est critique, les effectifs insuffisants, et les rares agents présents sont surchargés. Comment justifier qu'aucune solution n'ait été apportée malgré des alertes répétées ? Dans les UHSA, le manque chronique de place a un impact direct sur la gestion des détentions et la sécurité des établissements. Cette inertie est incompréhensible et dangereuse. Nous exigeons une refonte de la gestion des effectifs, avec des recrutements adaptés aux besoins réels des établissements.

La question de l'accueil des stagiaires est également un scandale. À Marseille, l'absence de solutions d'hébergement est une problématique qui se répète à chaque promotion. Pourquoi cette situation ne concerne-t-elle que cette DISP ? Comment espérer attirer de nouveaux agents si dès leur formation, doivent-ils faire face à des conditions d'accueil déplorables ? Il est temps d'anticiper les besoins et d'arrêter de traiter les problèmes dans l'urgence, sans vision à long terme.

Trop de fois nous avons soulevé ces problématiques, et trop de fois nous avons été renvoyés à de simples promesses sans lendemain. Nous ne pouvons plus nous contenter d'entendre un discours creux et de voir les mêmes dysfonctionnements se répéter indéfiniment. Nous exigeons des engagements concrets, des décisions immédiates et un véritable dialogue social. Les pénitentiaires ne demandent pas l'impossible : ils veulent simplement travailler dans des conditions personnelles dignes, avec des moyens adaptés et un respect élémentaire de leurs droits.

Nous sommes ici pour porter la voix de celles et ceux qui, chaque jour, assurent la continuité du service public pénitentiaire avec professionnalisme et détermination. Nous ne laisserons pas leurs revendications être balayées d'un revers de main. Cette fois-ci, nous attendons des réponses claires et des actes forts. Le temps des discussions stériles est terminé. Désormais, il est temps d'agir.

Pour les personnels,

Le bureau Régional PACA CORSE